
27 juin 2007 : déclaration :

DIFFUSION DU TRACT D'APPEL A LA CONFERENCE DU MAGISTRAT SERGE PORTELLI :

La France des sans papiers et soutiens qui se lèvent tôt est réprimée !

Diaby Mohamed Lamine, Cissé Kairaba, Sylla Alseyni (possédant un visa encore valable 4 mois), Diallo Idrissa, Cissé Nfakari, Touré Salimou, Dansokho Samkouba auxquels il faut ajouter Kaboub Nourddine (arrêté hier alors qu'il sortait de la bourse du travail de Lille où l'USTM CGT avait invité les sans papiers) ont été arrêtés et conduits à la PAF ce matin vers 7h lors de la diffusion.

Cette scène incroyable s'est déroulée devant Hélène FLAUTRE députée européenne du groupe des Verts au Parlement européen, un élu Vert de la Mairie de Lille, des syndicalistes CGT de Lille et environs répondant à l'appel de l'UD CGT, des militants syndicaux, associatifs, politiques, du Resf, etc. Les diffuseurs sans papiers et soutiens ont manifesté tout en diffusant jusqu'à ce que la police s'en aille au son des slogans : « Contrôle au faciès, c'est un délit », « Etat UMP, Etat Sarko, Etat policier », « Nous sommes humains, Etat raciste, ils font la guerre aux sans papiers ».

L'incroyable infraction de l'Etat, de la préfecture à la Constitution, aux lois sur la liberté d'expression prend ici une dimension d'acte délibéré. Se sentant tout permis, « faisant n'importe quoi », le droit de la force bafoue la force du droit. Dans le pays berceau des droits de l'homme, parce qu'on détient le pouvoir d'état, on peut se permettre de piétiner impunément les lois de la République.

L'escalade répressive de l'Etat, de la préfecture peut prêter à sourire, sauf que l'on est en droit de se demander : est-il possible, concevable que les représentants de l'Etat, que la préfecture agissent ainsi si il s'agissait d'un mouvement social de « français », voire de « français » bien « blancs »? En effet, les policiers de la PAF suivis de policiers en tenue sont venus directement interpellier des « noirs et des maghrébins » passant allègrement devant des « blancs » qui diffusaient aussi.

Malgré la présence de la presse – FR3, Voix du nord, etc –, des actes aussi odieux contre l'état de droit n'ont qu'un sens : Il faut imposer par tous les moyens, y compris des moyens hors la loi, à ces « bougnoules et bamboulas », la clandestinité qu'ils refusent.

Sarkozy a déclaré : « Je veux rendre à la France tout ce qu'il m'a donné ». Le CSP59 répond : « M. le Président, vous confondez totalement ce que la France coloniale vous a peut être donnée avec la France que nous aimons, celle de Guy Mocquêt, celle de Jaurès, celle des tirailleurs sans papiers morts pour libérer le pays de la Révolution républicaine de 1789/93, celle du Front Populaire, celle des porteurs de valises, celle de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ».

C'est au nom de cette France là que nous exigeons la libération des sans papiers arrêtés ce jour de honte, de mépris, d'arrogance. Réduire le pays berceau des droits de l'homme à une vulgaire république bananière autocratique est un signe, non de force, mais de désarroi politique. L'état de droit, c'est répondre à une question politique par la force de la politique et du droit, et non par la

répression arbitraire.

Il est incohérent que la Ministre de la police reconnaisse la nécessité que la police apprenne « la bonne conduite » après la mort du jeune Nelson à Marseille et que dans le même temps l'on habitue la police à agir en infraction totale avec la loi qui interdit le délit de faciès.

Il est anormal que le déficit de la retraite passe de 1,9 milliards d'euros en 2006 à 4,5 milliards d'euros à fin 2007 alors que des patrons pilleurs du travail clandestin continuent à frauder le fisc et mettent en poche les cotisations sociales qui devraient revenir à la caisse de retraite et à la sécurité sociale.

Parce que les sans papiers osent poser ces questions claires et socialement utiles, l'Etat, la préfecture abat la répression contre eux pour les obliger à retourner dans la clandestinité.

NON, nous ne retournerons pas dans la clandestinité parce que la clandestinité fabrique des délinquants, des toxicomanes, des trafiquants, des voleurs ... des hors la loi.

Sarkozy et la préfecture doivent choisir clairement leur camp. Nous, nous avons choisi le nôtre : La régularisation et la vie par le travail dans la légalité. La lutte continue!

Fait à Lille le 27 juin 07

Samedi 30 juin à la MEP, 1 Place Georges Lyon à Lille

Conférence avec LE MAGISTRAT SERGE PORTELLI

Auteur du livre intitulé « Nicolas Sarkozy : une République sous haut